

## Piquetage communautaire à Fredericton et à Edmonton

Pour diffusion immédiate

Le jeudi 6 décembre 2018

Ottawa – Très tôt ce matin, nous avons appris que des syndicats et des citoyennes et citoyens ont dressé des lignes de piquetage devant l'établissement de traitement du courrier de Fredericton, au Nouveau-Brunswick, et à l'extérieur de l'aéroport, à Edmonton, en Alberta, pour dénoncer la loi de retour au travail imposée aux travailleuses et travailleurs des postes la semaine dernière et défendre le droit à la libre négociation collective. En solidarité avec les travailleurs et travailleuses des postes, les manifestants ont permis aux employées et employés de rentrer au travail, mais ont empêché le courrier de sortir de l'établissement.

Cette action survient après l'arrestation de trois alliés à Ottawa hier et de six autres à Halifax au cours de la fin de semaine. Depuis l'imposition d'une loi de retour au travail la semaine dernière, des manifestations ont lieu à la grandeur du pays.

« L'harmonie dans les relations de travail ne s'impose pas au moyen d'une loi, déclare Mike Palecek, président national du STTP. Cinquante mille travailleuses et travailleurs syndiqués se sont fait interdire de piqueter devant les installations postales partout au pays, mais trois autres millions de travailleuses et travailleurs syndiqués sont toujours en mesure de le faire. Nous ne sommes pas les seuls à vouloir défendre le droit à la libre négociation collective. »

Comme l'illustrent les manifestations de la dernière semaine, plutôt que de régler le conflit à Postes Canada, le gouvernement de Justin Trudeau a cherché querelle à l'ensemble du mouvement syndical. « Causer du tort à l'un d'entre nous, c'est causer du tort à tous » est bien plus qu'un simple slogan.

« Nous sommes très impressionnés par toute la solidarité qui s'est exprimée partout au pays au cours de la dernière semaine, ajoute Mike Palecek. Nos alliés ont bravé le froid, la pluie et même la police pour nous remplacer sur les lignes de piquetage quand on nous a privés du droit de grève. Il est clair que notre lutte ne concerne plus uniquement que les travailleurs et travailleuses des postes. Elle vise à défendre le droit à la libre négociation collective, et elle touche l'ensemble des travailleuses et travailleurs du pays. »

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquer avec :

Service des communications du STTP, 613-882-2742 ou [media@cupw-sttp.org](mailto:media@cupw-sttp.org) (anglais)

Lise-Lyne Gelineau, présidente, section locale de Montréal du STTP, 514-914-0350 ou [lise-lyne.gelineau@sttpmtl.com](mailto:lise-lyne.gelineau@sttpmtl.com) (français).